

Mouchot, Claude, Mr, Acad, Political Economy, France, *Des choix individuels raisonnables au nécessaire retour du politique* [B1]

Claude Mouchot
Centre de recherche Triangle, Université Lumière-Lyon 2
claude.mouchot@ish-lyon.cnrs.fr

« Le raisonnable renvoie à la prise en compte de la totalité des éléments constitutifs du social et de l'humain [...] La raison raisonnable est plurielle, multicritère. [...] Il n'y a pas, au terme de la délibération raisonnable, de conclusion ou de contenu décisif et définitif comme cela résulterait d'une démarche spéculative. De la rhétorique qui met en ordre les raisons, une délibération prudente ne peut engendrer qu'une conclusion provisoire [...]

S'il n'y a qu'une façon d'être rationnel, il y en a plusieurs d'être raisonnable... Comme le dit... Perelman : « Toute activité spirituelle qui se situe entre le nécessaire et l'arbitraire, n'est raisonnable que dans la mesure où elle est soutenue par des arguments et, éventuellement, éclairée par des controverses qui, normalement, ne conduisent pas à l'unanimité » [1988, p. 75] [...]

Le raisonnable nous emprisonne dans une condition humaine, faisant de tout notre savoir un savoir politique au sens noble du terme [...] En ceci, l'opposition du raisonnable et du rationnel n'est pas étrangère à la frontière fragile qui sépare la démocratie du totalitarisme » (Latouche, 1994, p. 156-157).

Intrusion du politique ; action située entre le nécessaire et l'arbitraire ; absence d'unanimité, c'est-à-dire conflit ; délibération prudente ; conclusions *provisaires* ; nous sommes bien dans le monde de la réalité humaine dans lequel la liberté individuelle, limitée, est réelle ; et donc loin du monde de la rationalité économique dans lequel cette liberté individuelle est réduite à celle d'un robot.

La question qui nous posons est alors la suivante : est-il possible de concevoir un modèle de « choix raisonnable » ? D'appréhender au travers d'un tel modèle une réalité non strictement déterminée, son indétermination étant directement liée à la prise en compte des libertés individuelles, même limitées ? La réponse est *oui* : il suffit que le modèle accepte lui aussi cette indétermination.

Pour montrer que de tels modèles existent, on présentera d'abord une conception de la rationalité individuelle globale (donc autre que la seule rationalité économique) qui donne sa place à la liberté de l'individu. On montrera ensuite que cette conception permet de rendre compte des évolutions de la société. On verra enfin que, seules, les théories *post factum* sont en mesure, non seulement d'éclairer ces évolutions, mais encore de fonder et donner sens aux choix réellement politiques, ceux qui tentent d'inscrire une part de nos rêves dans la réalité.

A) Une conception de la rationalité individuelle globale

Contrairement une affirmation constante, le libre choix de ses fins par *homo œconomicus* est une supercherie. En effet, cette affirmation joue sur les deux sens du mot « fin » : ou simple but fixé à l'action (c'est le choix entre les deux « fins » que sont le pain et le vin de la théorie) ; ou visée à laquelle tend l'individu (pouvoir, argent, solidarité...), qui *"est entièrement de l'ordre de la signification"* (Ladrière, 1972, p. 1548), visée qu'on peut aussi désigner par le terme de « finalité ». Si le libre choix des fins (buts de l'action) est effectif pour *homo œconomicus*, il n'en est pas de même de la visée qu'il se propose, de sa finalité : elle lui est imposée puisque son comportement est ordonné au plus grand gain monétaire ; chacun se voit imposer la liberté-de-décider-d'avoir-plus. Affirmation de la non prise en compte des fins ; réintroduction cachée d'une finalité unique ; telles sont en fait les deux étapes nécessaires pour introduire la « rationalité économique » et affirmer qu'elle constitue une explication totale du comportement humain (Becker par exemple).

Pour éviter une telle réduction de la raison humaine, il suffit de partir de l'expérience que nous avons de la *rationalité globale* de notre comportement, des *raisons* qui nous poussent à agir. Ces raisons peuvent être saisies à trois niveaux successifs.

Le fondement de tout comportement : le vouloir vivre

La raison primordiale de tout comportement se situe d'abord à l'intérieur même de la personne, avant toute délibération et avant tout choix de quelque fin que ce soit :

« Cette volonté voulante (qu'on peut aussi baptiser vouloir vivre, tendance de l'être à persévérer dans son être, désir ou de tout autre nom) n'est guère saisissable à part : c'est une affirmation originale se manifestant en une multiplicité de volontés voulues qui l'expriment et la trahissent à la fois » (Lacroix, 1972, p. 41).

Ce vouloir vivre ou vouloir être est bien primordial : en son absence, la personne n'a aucune raison de se fixer des fins et, *a fortiori*, de poser des actions en vue de parvenir à ces fins inexistantes. Toutefois la question de la rationalité n'a aucun sens à ce niveau : on ne peut se demander s'il est rationnel que tel homme se veuille homme. Mais cette question peut se poser au niveau suivant, celui des fins *jugées* adaptées à ce vouloir être.

Le choix de ses fins par la personne : la vérité

La citation précédente explicite le statut de cette affirmation originale en précisant qu'elle n'est pas saisissable à part : imagine-t-on une personne qui affirmerait : *je veux être...* et qui en resterait là ? Cette volonté voulante ne peut que se manifester par une multiplicité de volontés voulues, c'est-à-dire, dans notre terminologie, par les fins (les finalités) que se fixe la personne. Et cela reste vrai si la personne ne fait que répéter indéfiniment le même choix de ses fins : il lui a bien fallu, un moment, choisir, même si c'est de façon très implicite et inconsciente. Mais si, de la sorte, ces fins, ces volontés voulues, expriment le *vouloir être* de la personne, pourquoi J. Lacroix affirme-t-il aussi qu'elles le trahissent ? Là encore, notre expérience est claire : quelle que soit les fins que nous nous fixions, jamais nous ne sommes définitivement satisfaits ; il reste toujours un manque ; notre vouloir être n'est jamais comblé (notons ici que le caractère indéfini des besoins, que reconnaît l'économiste, n'est qu'un aspect de ce manque radical qui nous empêche de jamais accéder à notre être).

Il reste qu'à un moment donné, les fins que se choisit l'individu sont celles qui lui paraissent le mieux accordées à son être. C'est pour cela que nous dirons que, *par définition*, la personne est rationnelle dans la détermination de ses fins et nous désignerons cet aspect de sa rationalité globale par le terme de *vérité* : elle choisit ses fins en fonction de sa vérité actuelle. Ainsi le jeune ménage qui décide d'économiser pour acheter une deuxième voiture alors qu'il est mal logé et qu'il pourrait payer un loyer plus élevé sera considéré comme posant un acte rationnel : sa vérité du moment lui fait affirmer qu'il "sera plus" avec une deuxième voiture qu'avec un meilleur logement. La question de savoir si cela est vrai ou faux, *pour un observateur extérieur*, est dépourvue de sens : « *sa dynamique intuitive ne peut être saisie que par lui seul. C'est là un domaine intime, inviolable* » (Shackle, 1967, p. 21).

Pourquoi cependant utiliser ce mot de rationalité ? Parce que la fin choisie est, dans l'esprit de la personne, ordonnée à son être, tout comme au sens usuel du mot, les moyens sont ordonnés à la fin.

De plus, si la rationalité au sens usuel se veut « cartésienne », il suffit de relire attentivement la deuxième Méditation pour constater que notre utilisation du mot correspond tout à fait à une partie de ses affirmations :

« *Mais qu'est-ce donc que je suis ? Une chose qui pense. Qu'est-ce qu'une chose qui pense ? C'est-à-dire une chose qui doute, qui conçoit, qui affirme, qui nie, qui veut, qui ne veut pas, qui imagine aussi et qui sent* » (1953, p. 278, souligné par nous).

Le choix des moyens ordonnés aux fins choisies : la cohérence

Nous retrouvons ici le sens usuel du mot rationalité comme adaptation des moyens à des fins données. C'est en ce sens que nous prenons le mot de cohérence : lorsqu'on dit de quelqu'un qu'il n'est pas cohérent avec lui-même, c'est bien qu'il ne prend pas les moyens d'atteindre les fins qu'il dit s'être fixées.

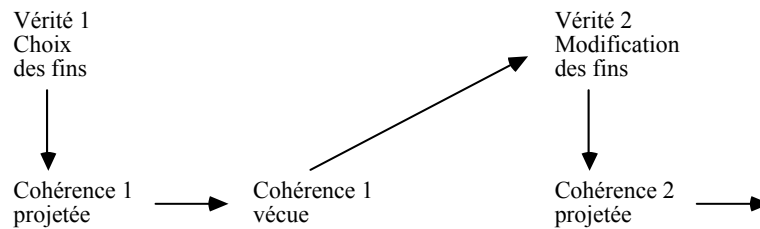
Lorsque la finalité choisie est celle de l'avoir plus, la cohérence n'est autre que la rationalité économique. Mais que va-t-il advenir si la personne modifie ses fins ? Et aussi, pourquoi la personne modifierait-elle ses fins ? Y a-t-il une explication générale qui permettrait de comprendre quelles sont les circonstances qui conduisent une personne à modifier ses fins ?

La dialectique de la cohérence et de la vérité

On vient de voir que la vérité (choix des fins) définissait en quelque sorte la cohérence (choix des moyens) de l'action effectivement posée par la personne. Mais il est bien clair que le résultat concret de cette action n'est quasiment jamais identique au résultat espéré et pour une raison très simple : cette action s'est trouvée confrontée à d'autres actions, issues d'autres cohérences individuelles et, au moins partiellement, incompatibles avec la première. Cet écart entre la cohérence projetée et la cohérence vécue peut alors conduire la personne à modifier les fins qu'elle s'était choisies.

Ainsi, pour reprendre l'exemple du jeune ménage, l'attente d'un enfant peut lui faire revendre sa voiture et se mieux loger. Peut-on dire que son comportement est irrationnel ? Il nous semble évident que non. On est en présence d'une rupture de cohérence sans qu'on puisse même parler d'incohérence. La rupture de cohérence s'explique fort bien : le ménage a modifié ses priorités, il a changé de *vérité*, du fait de l'évolution des circonstances, de l'écart vécu entre ce qu'il croyait être il y a quelques mois et ce qu'il croit être aujourd'hui.

Le schéma suivant explicite cette dialectique de la vérité et de la cohérence :



Il est nécessaire d'insister sur un point. En effet ce schéma pourrait être interprété en termes de rationalité économique stricte : il suffirait de traduire modifications des fins par le changement de la fonction d'utilité de l'individu et de prendre l'exemple du litre de vin et du kilo de pain...

Ce n'est évidemment pas la lecture proposée puisque les fins considérées sont de l'ordre de la signification : c'est donc à ce même niveau que nous parlons de modifications des fins. Il peut s'agir, par exemple, d'un changement de comportement vis-à-vis du fisc : après avoir fraudé allègrement le fisc pendant des années, en appliquant une *cohérence marchande*, l'individu peut, du jour au lendemain, *décider* d'appliquer une *cohérence civique* en acquittant ses impôts. Il y a bien en ce cas modification de la finalité retenue : il passe de la finalité de l'avoir plus à celle du devoir de citoyen. Rappelons encore que cette rupture de cohérence dans son comportement ne peut absolument pas être qualifiée d'irrationnelle : sa vérité du moment lui fait préférer son "devoir" à un plus grand gain monétaire. Et les acrobaties mathématiques qui permettent de considérer ce devoir comme un argument de la fonction d'utilité et donc de lui affecter un "prix" (dont nous avons déjà explicité le caractère *ad hoc*) n'intéressent que les modélisateurs : l'individu ne maximise rien du tout ; il change de comportement pour des *raisons* qui vont bien au delà d'une recherche de satisfaction maximale. Si l'on en revient au premier niveau, ce changement est pour lui *essentiel* : il constitue une nouvelle façon de s'affirmer comme personne, une nouvelle *façon d'être*.

Cette conception de la rationalité individuelle globale est-elle en mesure d'appréhender le social et de fournir une explication des évolutions de la société ? C'est ce que nous exposons maintenant.

B) Raison individuelle et évolution sociale

Cette conception de la rationalité individuelle globale

- n'est pas transposable à la société ; il ne peut pas y avoir de « rationalité sociale globale » ;
- rend compte de certaines difficultés que la théorie économique rencontre (statut de la causalité, faible durée de vie des « lois économiques »...)
- explique parfaitement certains « faits économiques » qu'*aucune* théorie n'aurait pu prévoir.

L'évolution sociale implique l'absence de rationalité sociale globale

Il suffit de reprendre les trois niveaux qui nous ont permis de définir la rationalité individuelle globale pour constater qu'aucun n'est applicable à la société en tant que telle.

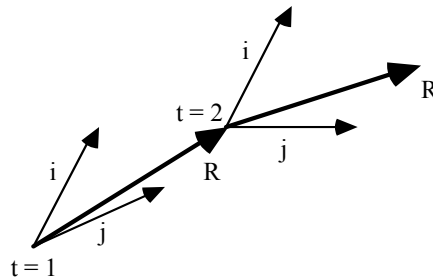
C'est évident pour le premier niveau : sauf à tomber dans un holisme pur, la société en tant que telle n'a pas de "volonté voulante".

Cette absence implique celle de « vérité sociale », de « vérité » qui serait définie par la société : la société ne délibère pas, ne juge pas, ne veut rien, ne décide rien. Mais il est très instructif de s'appesantir sur ce point. L'hypothèse de l'existence d'une telle vérité sociale est identiquement celle de la finalité définie par la société *et poursuivie par les membres de celle-ci*. Cela signifie donc que les membres de la société réalisent, chacun, les actions que la société leur commande : les actions individuelles sont alors parfaitement *cohérentes* du fait qu'elles sont toutes issues de la même finalité. Cette cohérence absolue implique qu'il n'y a plus d'écart entre la cohérence projetée et la cohérence vécue du schéma précédent. Dès lors le but que se fixait la société est atteint et la dialectique vérité/cohérence ne fonctionne plus : n'étant plus contredite par l'écart entre le but projeté et le but réellement atteint, la "vérité sociale" ne peut plus évoluer ; elle devient La Vérité, et la société ne fait que reproduire indéfiniment les mêmes comportements, que se reproduire à l'identique. Comment ne pas voir que les sociétés dites traditionnelles se rapprochaient étrangement de ce modèle ? Ne les a-t-on pas qualifiées de sociétés holistes et de sociétés sans histoire ?

La visée même d'une rationalité sociale globale conduit à une société holiste et figée, c'est-à-dire aussi totalitaire : chacun n'est plus que l'exécutant d'actions définies en dehors de lui et l'idée même de pouvoir poser une action différente ne peut pas lui venir.

L'évolution sociale est ainsi fondée sur l'absence de vérité sociale, sur le conflit des vérités individuelles. En effet, nous y avons déjà fait allusion, la dialectique vérité/cohérence ne fonctionne que par l'écart, pour chacun, entre la cohérence projetée et la cohérence vécue. Cet écart provient, avons-nous dit, de l'existence d'autres finalités. Il faut préciser ce point.

A un instant donné, les personnes définissent leurs actions en fonction de leurs cohérences issues de leurs vérités à cet instant. Ces actions n'ont aucune raison d'être compatibles *ex ante*. Et pourtant, c'est une compatibilité *ex post* que la société réalisera. Nous retrouvons ainsi la cohérence vécue qu'on peut représenter comme une résultante R des cohérences projetées (*i, j*) d'une part et du fonctionnement systémique du social d'autre part. A l'instant suivant, les personnes modifient (*j*), ou non (*i*), leurs finalités, et posent de nouvelles actions, à nouveau incompatibles *ex ante* :



Causalités faibles et lois économiques datées

Le schéma ci-dessus est, en lui-même, une explication du caractère provisoire des lois économiques et, spécialement, des relations entre grandeurs macroéconomiques que l'économétrie tente de spécifier. S'appuyant sur les comportements *passés*, l'économétrie ne peut que rendre compte de la résultante R effectivement réalisée *hier*. Du fait de l'inertie des comportements, les prévisions qu'elle réalise sont le plus souvent *relativement* bonnes, et nous sommes exactement dans le cadre des causalités faibles. Mais l'évolution, même lente, de ces comportements ne peut que rendre caduques les relations élaborées. Quand les comportements changent brutalement, ce qui arrive parfois, la prévision devient totalement inexacte et la "loi" (de Phillips par exemple) n'en est plus une. En voici deux exemples.

Confiance versus marchand

Nous prendrons l'exemple du "miracle" français de la fin des années 1960. Quelles que soient les analyses objectives — et valables — qu'on fasse du phénomène, il n'a pu avoir lieu que parce que les Français ont brutalement changé leurs comportements. Ce changement n'était pas prévisible par quelque théorie économique que ce soit et pour une raison très simple : les Français ont *fait confiance aux trois noms* : De Gaulle, Pinay, Rueff. Ils ont *cru* en la cohérence de la politique proposée et en ont ainsi assuré la réussite. Que cette confiance ait alors été un facteur d'autoréalisation de la politique proposée est sûr : nous sommes en présence d'une rencontre d'une *volonté* politique et d'une *confiance* populaire qui se renforcent mutuellement. Mais cette configuration, exceptionnelle, n'est-elle pas exemplaire de ce que peut réaliser, parfois, une véritable politique ?

Civisme versus marchand

Un autre exemple du passage de la nature marchande à la nature civique a eu lieu en 1953, en France à nouveau. A l'époque nous connaissions des taux d'inflation à deux chiffres. A. Pinay, déjà (!), a demandé aux vendeurs (entreprises et commerçants) de baisser volontairement leurs prix de 3% pour enrayer l'inflation. Il a été suivi par une très grande majorité de vendeurs alors même qu'il n'y avait aucun contrôle de cette baisse : nous nous souvenons des affichettes dans les magasins : « Ici, nous appliquons la baisse Pinay » ! Quelle théorie économique aurait pu prévoir cette explosion de civisme ?

Cette conception de la rationalité individuelle globale rend ainsi compte de l'évolution sociale et de ses liens avec la liberté individuelle, mais aussi du caractère irrémédiablement daté, historique, de toute loi économique. Mais il est aussi clair que les explications qu'elle fournit ne sont jamais que des explications *ex post*. Elle n'est évidemment pas en mesure de prévoir le changement des comportements individuels. Notons seulement que si cette prévision était possible, cela impliquerait du même coup la négation de la liberté individuelle. Nous sommes donc face à une alternative : ou bien conserver cette liberté et abandonner tout espoir de prévision parfaitement assurée ; ou bien chercher à tout prix à prévoir de mieux en mieux en évacuant de plus en plus la

liberté... Dans cette deuxième hypothèse, deux issues sont imaginables : ou bien on écrase effectivement les libertés et les prévisions sont de mieux en mieux assurées ; ou bien ces libertés restent réelles et la visée théorique se réfugie dans le monde des songes walrassiens, dans la résolution de puzzles qu'on a construit soi-même, etc.

Puisque nous voulons conserver les libertés, que celles-ci impliquent des ruptures de cohérence, de logique, notamment quand ces libertés décident de modifier leurs finalités (passage du marchand au civisme par exemple), la visée même d'une théorie économique formelle est absurde.

Nous allons montrer que les théories *post-factum*, et sans doute elles seules, sont en mesure d'expliquer et de comprendre l'évolution économique et sociale passée

C) Nécessité des théories *post-factum*

Par théories *post-factum*, nous entendons les théories *interprétatives* (matérialisme historique, théorie de la régulation...) et les théories *compréhensives* au sens de Weber (théorie des conventions...).

Elles se caractérisent toutes, notamment, par le fait qu'elles mettent en jeu plusieurs logiques. C'est ce qui fait leur force et leur faiblesse.

- Leur faiblesse : prise en compte de la démarche holiste qui implique l'introduction d'entités collectives ou, au minimum, de structures sociales ; perte de la cohérence logique qui conduit au risque d'expliquer n'importe quel phénomène observé (irréfutabilité au sens de Popper et donc non scientificité pour lui) ; démarche inséparable de la recherche d'explications *ad hoc* ; absence d'opérationnalité : ces approches ne sont pas adaptées à la prévision.
- Leur force. En effet nous avons vu que la personne devait d'abord *choisir* la finalité qu'elle entendait poursuivre et que ce choix était précisément le fondement de sa liberté ; il en résulte bien évidemment une incapacité foncière du modélisateur à *prévoir* ce choix et donc l'action qu'il implique : la liberté est liberté de faire *autre chose* que ce que pense le modélisateur ou elle n'est pas.

« Cette capacité de jeu, et l'indétermination irréductible qui en résulte, empêchent de clore chacun des mondes [monde civique et monde marchand par exemple] et d'en faire un système de déterminations » (L. Thévenot, 1989, p. 175).

Nous sommes ici en opposition absolue avec la visée de la rationalité économique et de tous les utilitarismes qui veulent enfermer (et donc supprimer) la liberté dans la seule nature marchande, précisément pour lui imposer un seul système de déterminations : la maximisation de l'utilité espérée.

Indétermination au moins partielle, prise en compte de la liberté des personnes et donc absence de prévisibilité : tout cela permet-il une démarche "scientifique" ?

Non, diront les tenants de la rationalité calculatrice, de la logique formelle et des conclusions claires alors même que ces conclusions sont constamment démenties par les faits quand, par le plus grand des hasards, il est possible de les y confronter ; et alors même que ces réfutations n'ont aucune incidence sur la poursuite d'élaborations théoriques de la même veine. Qu'y a-t-il de scientifique à poursuivre l'élaboration de théories dont le fondement même est démenti par les faits (paradoxe d'Allais) ; quand l'équilibre n'est pas atteignable ; quand les marchés financiers, les plus "proches" de la théorie, ont des comportements qui n'ont rien à voir avec les conclusions de celle-ci... ?

Il devrait pourtant être évident qu'il est infiniment plus scientifique de pouvoir expliquer, comprendre, la réalité au travers d'un modèle flexible et au moins partiellement indéterminé, *puisque c'est la réalité elle-même qui est, elle aussi, partiellement indéterminée du fait des libertés individuelles*. C'est pourquoi nous affirmons que ces théories sont absolument nécessaires en insistant sur trois raisons.

1° Pour ce qui est d'abord du holisme, rappelons d'abord que l'individualisme méthodologique "pur" est inconcevable. Dès lors, la prise en compte explicite d'éléments holistes est une démarche *à la fois* plus scientifique (puisque'elle tient compte de la nécessité *logique* de cette prise en compte) et plus réaliste (puisque'elle tient compte du *fait* des contraintes sociales qui s'exercent sur les comportements individuels) ; rappelons aussi ce que dit F. von Hayek relativement à ces structures :

Il ne faut pas « exclure la possibilité que notre étude du mode d'interaction des esprits individuels puisse nous révéler une structure qui fonctionne à certains égards comme l'esprit individuel » (1991, p. 89).

Le risque, on l'a vu, consiste à considérer ces entités comme des "sujets", à les absolutiser. Une façon simple d'éviter ce risque, de conserver à ces entités un caractère simplement heuristique, consisterait à développer

plusieurs approches interprétatives concurrentes. On verra ci-dessous que cette pluralité est nécessaire pour une autre raison.

2° Le refus des méthodes *post factum* nous laisseraient sans aucune explication des évolutions économiques observées : aucun autre type d'approche économique n'est en mesure de fournir des éléments de compréhension de ces évolutions. Mais l'homme ne peut pas réellement vivre sans être situé et *être situé* c'est d'abord savoir d'où l'on vient. Or les méthodes interprétatives sont les seules à éclairer le passé, à lui donner du sens ; et elles seront toujours les seules puisque l'évolution réelle étant elle-même dialectique, seules des approches dialectiques seront à même d'en rendre compte. Et si l'éclairage fourni par chacune est partiel, il faut multiplier les "grilles de lecture" pour disposer d'éclairages différents, pour enrichir notre compréhension du passé.

3° Mais *être situé* c'est aussi savoir où l'on va et le quatrième problème soulevé, l'absence d'opérationnalité de ces méthodes, le fait en particulier qu'elles ne sont pas adaptées à la prévision, semble les rendre inaptes à satisfaire ce besoin d'éclairage de l'avenir. Regardons-y de plus près. D'abord, les prévisions fournies par les théories déductives, lorsqu'elles se sont avérées valables, n'ont fait qu'extrapoler les tendances antérieures : elles ne répondent donc, en fait, à la question de "savoir où l'on va" que sous la forme de l'inertie de ces tendances. Or, "savoir où l'on va", c'est participer à l'évolution par une action située elle aussi. Mais l'éclairage du passé et du présent fourni par les méthodes *post factum* est précisément ce qui me permet de situer aujourd'hui mon action. J. Ladrière l'exprime parfaitement :

« Une théorie interprétative semble relever plutôt d'un schéma de compréhension que d'un schéma d'explication (au sens de l'explication déductive à portée locale). Elle organise conceptuellement une sorte d'espace structuré au sein duquel une action sensée et efficace peut se déployer. Cette action n'est pas à proprement parler de type expérimental ; c'est plutôt une action transformatrice, qui vise à restaurer une cohérence perdue ou à instaurer une cohérence supérieure dans le comportement individuel ou social. La théorie fournit une appréhension globale, des principes d'orientation, une structuration dynamique de la totalité réelle qu'elle interprète, plutôt qu'un instrument capable d'interventions locales (sous forme explicative ou prédictive). Le critère de validité serait alors la capacité de faire saisir l'articulation dissimulée sous les apparences du vécu et de guider efficacement l'action (dans le sens non d'une réussite particulière, mais d'une adéquation croissante à la dynamique profonde de la totalité, telle que la révèle précisément la théorie) » (1980, p. 757).

Si, à ce texte magnifique, nous ajoutons la possibilité de plusieurs interprétations, de plusieurs grilles de lecture, révélant plusieurs dynamiques concurrentes dans la totalité du social, on voit que les méthodes *post factum*, et, à nouveau, elles seules, permettent pleinement à l'homme, non pas seulement d'*être situé*, mais bien de *se situer* lui-même dans l'histoire par le choix qu'il peut faire de la dynamique qu'il juge la plus importante.

Puisque, comme l'humanité l'a toujours su, l'avenir est à faire, il faudra bien que nous retrouvions la confrontation de divers projets économiques et sociaux, chacun *raisonnable*, fondé sur de *bonnes raisons*, et non pas présentés comme une fatalité qu'une soi-disant rationalité économique nous imposerait. Ce que nous souhaitons là, c'est très exactement le retour du politique.

Bibliographie

- Descartes, R. (1953), "Méditation seconde" (1641) in *Œuvres et lettres*, Paris : Gallimard (Coll. « Bibliothèque de la Pléiade »), p. 274-283.
- Hayek, F. von (1991), *Scientisme et sciences sociales* (1952), Paris : Plon (Coll. Agora).
- Lacroix, J. (1972), *Le Personnalisme comme anti-idéologie*, Paris : PUF.
- Ladrière, J. (1972), "L'Applicabilité des mathématiques aux sciences sociales", *Cahiers de l'ISEA, Economies et sociétés*, série HS, n° 14, août, p. 1511-1548.
- Ladrière, J. (1980), "Sciences et discours rationnel" in : *Encyclopaedia universalis*, vol. 14, p. 754-757.
- Latouche, S. (1994), "Le Rationnel et le raisonnable. Les antinomies du postulat métaphysique de la raison économique", *A qui se fier ? La Revue du MAUSS semestrielle*, n° 4, 2° semestre, p. 134-158.
- Shackle, G.L.S. (1967), *Décision, déterminisme et temps*, Paris : Dunod.
- Thévenot, L. (1989), "Equilibre et rationalité dans un univers complexe", *Revue économique*, vol. 40, n° 2, mars, p. 147-197.